



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
26 juin 2019  
Français  
Original : anglais

---

### Comité du programme et de la coordination

#### Cinquante-neuvième session

3-28 juin 2019

Point 7 de l'ordre du jour

#### Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-neuvième session

### Projet de rapport

*Rapporteur* : M. Jun Yamada (Japon)

#### Additif

### Questions relatives au programme : projet de budget- programme pour l'exercice 2020

[Point 3 a)]

#### Programme 4

#### Opérations de maintien de la paix

1. À sa 5<sup>e</sup> séance, le 4 juin 2019, le Comité a examiné le programme 4 (Opérations de maintien de la paix) du projet de plan-programme pour 2020 et les informations sur l'exécution du programme en 2018 [A/74/6 (Sect.5)]. Il était saisi également d'une note du Secrétariat sur l'examen du projet de plan-programme par les organes sectoriels, techniques et régionaux parue dans le document de séance portant la cote E/AC.51/2019/CRP.1/Rev.2.

2. La Sous-Secrétaire générale pour l'Afrique (Département des opérations de paix) a présenté le programme et répondu, avec d'autres représentantes et représentants, aux questions posées lors de son examen par le Comité.

#### Débat

3. Les opérations de maintien de la paix et l'action du Département des opérations de paix, dispositif important de l'ONU et instrument sans égal au service de la paix et de la sécurité, ont recueilli un vaste soutien. Des remerciements ont été adressés aux pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police pour leur importante contribution aux activités de maintien de la paix des Nations Unies et pour les risques que prend chaque jour le personnel en tenue, femmes et hommes. Il a été



souligné que le règlement des difficultés rencontrées par les soldats et soldates de la paix sur le terrain devait rester la priorité de l'Organisation.

4. Les délégations se sont dites favorables aux initiatives de réforme du maintien de la paix, y compris l'initiative Action pour le maintien de la paix. Les réformes visant à instaurer une culture de la performance et du respect du principe de responsabilité dans les opérations de maintien de la paix, à améliorer la sûreté et la sécurité des Casques bleus, à renforcer l'efficacité opérationnelle des missions, à régler la question des résultats insuffisants, à favoriser les solutions politiques et à répondre aux besoins des populations sur le terrain ont à cet égard obtenu un certain appui. S'agissant de l'Action pour le maintien de la paix, il a été jugé que la coordination globale et l'exécution de l'initiative devait être confiée au Secrétaire général ; il fallait passer des paroles aux actes, mettre en place en priorité le dispositif de gestion de la performance complet et intégré et appliquer les autres mesures énoncées dans la résolution 2436 (2018) du Conseil de sécurité, mettre à exécution le Plan d'action visant à améliorer la sûreté et la sécurité du personnel de maintien de la paix et communiquer avec plus de transparence les conclusions issues des inspections et enquêtes menées sur les questions de performance insuffisantes dans les missions.

5. Concernant le système complet d'évaluation de la performance destiné à évaluer la performance des missions, évoqué au paragraphe 5.9 d), de plus amples renseignements ont été demandés au sujet de la méthode et des critères mis au point. Une délégation a estimé qu'un tel système devait être doté d'un mandat approuvé par le Comité spécial des opérations de maintien de la paix et l'Assemblée générale. Sans remettre en cause le rôle important du Comité et l'utilité de ses recommandations, une autre délégation a jugé qu'il n'avait pas le pouvoir de prendre des décisions contraignantes et que les travaux du Secrétariat ne pouvaient pas être façonnés que par lui. En outre, le Conseil de sécurité avait déjà accordé le mandat nécessaire.

6. Une délégation a signalé que le système complet d'évaluation de la performance était actuellement mis à l'essai dans trois missions et a dit attendre avec intérêt son déploiement dans toutes les opérations de maintien de la paix, prévu en principe en 2020. À cet égard, elle a demandé quelles en seraient les conséquences du point de vue de la mesure de la performance des opérations et, faisant remarquer que les États Membres examineraient probablement la question plus avant dans d'autres instances, y compris à la Cinquième Commission, elle a demandé en quoi ce système les aiderait à mesurer la performance des opérations. Il a également été demandé comment se traduisait concrètement la coopération avec les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police concernant la mise en œuvre du système.

7. Plusieurs délégations se sont félicitées des informations présentées dans le programme, y compris sur la coopération entre l'ONU et l'Union africaine. Une délégation a estimé qu'il aurait été utile, à l'occasion du récent débat sur les améliorations qu'il convenait d'apporter au programme, de décider d'inclure dans celui-ci des informations sur le Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale. La délégation a également proposé que la question de l'exploitation illégale des ressources naturelles soit abordée sous l'intertitre Stratégie pour 2020 et facteurs externes, compte tenu de ses importantes répercussions, en particulier en Afrique centrale.

8. Des préoccupations ont été formulées quant aux incohérences constatées entre les résultats figurant dans la partie Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020 consacrée au sous-programme 1 et ceux figurant dans la partie consacrée au sous-programme 4. Alors que la partie consacrée au sous-programme 1 concernait la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo et était dès lors très ciblée et propre à cette mission, celle consacrée au sous-programme 2, intitulée « Amélioration de la sûreté et de la sécurité

des soldats et soldates de la paix : des troupes mieux formées et mieux équipées », était très générale.

9. Les liens établis entre le développement durable et la paix et la sécurité ont également suscité des préoccupations, et des délégations ont souligné que les objectifs de développement durable avaient trait au développement social et économique, un domaine à part. On a insisté sur les trois piliers de l'Organisation et sur la nécessité de leur accorder à tous les trois la même importance et de ne pas y porter préjudice. Concernant le paragraphe 5.2 du programme, dans lequel il est dit que les buts fixés à l'Article 1 de la Charte se retrouvent dans les objectifs de développement durable énoncés dans le Programme 2030, certaines délégations ont estimé qu'il s'agissait là d'un jugement de valeur susceptible de conduire à l'examen et à l'interprétation de la Charte, exercice long et périlleux. Une autre délégation a fait observer qu'un lien avait été établi entre les deux depuis les années 1970, comme en témoignaient plusieurs résolutions, y compris la résolution 70/1 de l'Assemblée générale, et qu'il fallait éviter tout débat théologique sur ces points.

10. Une délégation a souligné qu'il avait été essentiellement fait référence à l'objectif de développement durable n° 16, qui consiste à promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous, et que, alors qu'il était question dans le programme des femmes et de la paix et la sécurité, l'objectif de développement n° 5, qui vise à parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles, n'était nullement mentionné.

11. Concernant le sous-programme 1 (Opérations), on s'est félicité des produits relatifs aux ateliers portant sur les stratégies politiques régionales et sous-régionales. Des informations ont été demandées au sujet des mesures des résultats utilisées dans ce sous-programme, et l'intérêt des chiffres en valeur absolue, tels que « 57 commandants de groupes armés capturés », a été remis en cause, étant donné que ceux-ci ne rendaient pas directement compte des réalisations accomplies au titre du sous-programme.

12. Concernant le sous-programme 2 (Questions militaires), en particulier la partie Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020, intitulée « Amélioration de la sûreté et de la sécurité des soldats et soldates de la paix : des troupes mieux formées et mieux équipées », certains ont souligné que l'accent avait été mis sur la formation du personnel en tenue, mais qu'il fallait également aborder la question du manque de ressources ; ainsi, on avait dénombré plusieurs cas où les pertes en hommes avaient été dues à l'absence d'installations médicales adéquates. À cet égard, il a été demandé quelles mesures spécifiques le Secrétaire général avait prises pour assurer la sûreté et la sécurité des troupes. Par ailleurs, certains ont estimé que le nombre de morts et de blessés permettraient peut-être de mieux mesurer la performance du sous-programme. Une autre délégation a déclaré qu'il importait de préciser si la mesure constituait un produit ou un résultat et demandé que la terminologie employée soit plus claire.

13. Concernant le même sous-programme, une délégation a insisté sur la nécessité d'utiliser la bonne terminologie, par exemple l'expression « collecte et analyse d'information dans le cadre du maintien de la paix et du renseignement », des activités qui doivent être conformes aux paramètres établis par le Comité spécial des opérations de maintien de la paix. Toujours au sujet du sous-programme 2, une délégation a constaté que le nombre d'activités de formation sur la problématique femmes-hommes prévues à l'intention des opérations de maintien de la paix en 2019 était six fois supérieur à celui prévu en 2020 et s'est demandé s'il était judicieux de

dépenser les ressources de la sorte et quels résultats on pouvait attendre de ces formations.

14. Concernant le sous-programme 4 (Politiques, évaluation et formation), il a été demandé pourquoi les ateliers consacrés au système de rotation mis au point à l'appui des opérations de maintien de la paix des Nations Unies s'adressaient uniquement à l'Union européenne et à ses États membres.

15. Plusieurs délégations ont appuyé le nouveau format du projet de plan-programme et de l'exécution du programme. Plusieurs autres se sont inquiétées de ce que les objectifs des sous-programmes soient rattachés à tel ou tel objectif de développement durable.

---